

philosophie du temps. Il offrit à un prélat un exemplaire de son Catéchisme philosophique. Le 3 décembre, il écrivit à un correspondant qu'il n'avait fait ces démarches que pour faire plaisir à l'abbé de la Gande, mais qu'il n'attachait aucune importance à un droit qu'il perdrait bientôt puisque la censure en France mettait des entraves aux publications défendant la religion.

Il aimait mieux se contenter des lecteurs flamands, allemands, suisses que d'être en but à la « tyrannie des philosophes » dominant en France. Le 15 février 1779, il accorda un abonnement gratuit à l'abbé de la Gande qu'il pria en même temps de ne plus importuner l'évêque d'Autun au sujet de la libre circulation du Journal en France. « Je perdrois une liberté, une confiance, une sécurité, une espèce d'audace que je crois nécessaire vis-à-vis de la souveraine autorité des philosophes. » Ailleurs il avoue franchement que si les élans de son indignation tiennent à l'intérêt de la religion et de la vérité, il lui arrive aussi de s'échauffer pour ses « petites prétentions. »

Le Journal avait mille souscripteurs en 1774, trois mille en janvier 1777 ; le maximum des abonnés était de trois mille cinq cents. Les collaborateurs de Feller étaient Bernard de Saive, ancien jésuite né à Viré au pays de Liège, le bibliographe J. N. PAQUOT, le Luxembourgeois Henri-Ignace BROSIUS, Jean-Henri DUVIVIER, chanoine et archidiacre de la cathédrale de Tournai, ¹⁾ l'abbé Hacquet, J.-B. Burton, peut-être le Bollandiste Ignace-Xavier Hubens. Je n'ai trouvé aucune indication précise sur ses rapports avec eux. Mais par une lettre du 10 novembre 1777 nous apprenons qu'il était alors absolument seul à rédiger le Journal, il n'avait qu'un ou deux enfants pour faire les copies. Le jour de Noël de la même année, il n'avait pas encore dîné à cinq heures du soir puisqu'il avait trois ouvrages sous presse et qu'il devait corriger des pièces déjà imprimées. « Le neveu à la vérité n'appartient qu'à l'oncle — probablement le curé de St.-Nicolas de Luxembourg — mais l'auteur et le publiciste est à tout

¹⁾ Jean-Noël PAQUOT, né à Florennes en 1722, mort à Liège en 1803. Après des études théologiques à Louvain, il devint en 1755 professeur de hébreu au Collège des Trois Langues. Marie-Thérèse lui accorda en 1762 le titre d'historiographe et le nomma en 1769 membre de la Société littéraire. Polyglotte, théologien et historien de grand style, il est connu surtout par une vaste étude sur l'histoire de la littérature des Pays-Bas.

Henri-Ignace BROSIUS naquit à Luxembourg en 1764 comme fils d'un notaire. Auteur de pamphlets contre les réformes de Joseph II, il s'efforçait après décembre 1789 à propager l'insurrection aussi dans le Luxembourg. Après la rentrée des Autrichiens en Belgique, il se réfugia aux Etats-Unis où il vivait jusqu'en 1815 en donnant des leçons de français et d'allemand. Rentré en Europe, il s'établit à Aix-la-Chapelle où il mourut vers 1840.

Brosius rédigeait dès 1783 le Journal historique et politique des principaux événements de l'Europe, changé en 1788 en Journal des principaux événements du temps, ou Esprit des Gazettes. Dès le 1^{er} janvier 1790, ce périodique parut sous le titre de Journal philosophique et Chrétien. Il fut prohibé par le gouvernement le 7 février 1791.

En général, Brosius défendait les mêmes principes que Feller, mais avec moins de savoir et moins de talent journalistique.

Joseph-Hippolyte DUVIVIER, né à Mons en 1752, mort à Tournai en 1834. Oratorien, il fut nommé chanoine par le cardinal Franckenberg pour ses écrits contre le séminaire général de Joseph II. Vicaire-général du diocèse de Tournai, il rédigea en 1811 un mémoire contre le concile national convoqué par Napoléon I. Elu député pour le Congrès National de 1830 par le district de Soignies, il refusa de siéger en raison de son grand âge.